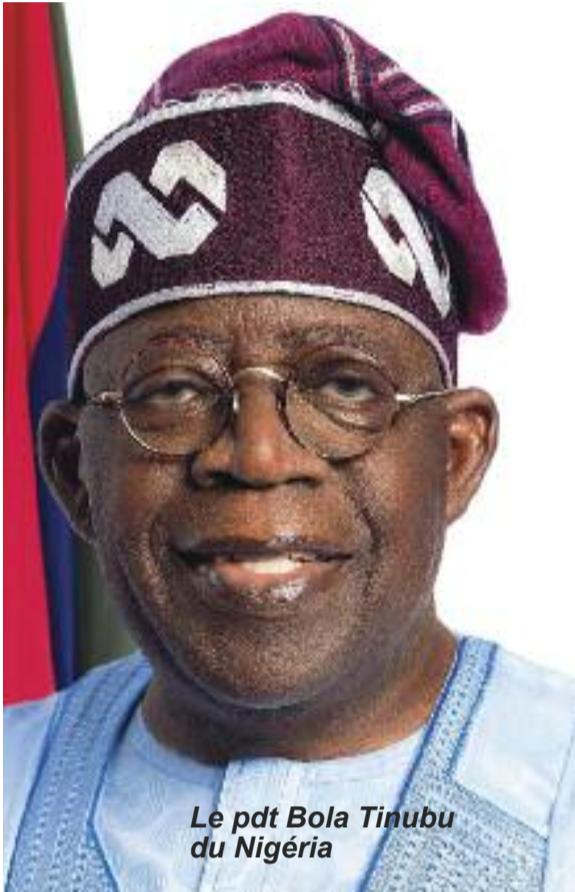


L'ultimatum de la CEDEAO
à la junte nigérienne
prend fin dans 4 jours



Et après ? P.3



Le pdt Bola Tinubu
du Nigéria



Le Gal. Tchiani, le chef
de la junte du Niger

► Privilégier plutôt la voie diplomatique



Pdt Macky
Sall

Sénégal : Inculpation et dissolution du parti d'Ousmane Sonko P.3

Macky Sall pousse le bouchon trop loin

**CAMPAGNE
DE COLLECTE D'INFORMATIONS
FONCIERES**

COMMUNES Agoe-Nyive 1 & 2

22 Mai | 2023
21 Août | 2023

NOS PARTENAIRES AFD

OTR

Agriculture

Calafi Sarl apporte
son expertise à l'extrême
nord Cameroun P.7



Lambert Nayanté,
pdg de Calafi Sarl

UEMOA / IHPC

Le taux
d'inflation
régional
annuel est
de 6,5% en
juin 2023 P.5

Fait divers

Kenya

Une demande en mariage se termine à l'hôpital

Les faits se déroulés au cours d'un repas de famille au Kenya. Comme tous les romantiques, cet homme, qui vit au Kenya, souhaitait faire une demande en mariage des plus mémorables et hors du commun. Il a alors décidé de cacher la bague dans une assiette de riz.

Alors que toute la famille était réunie à table, la femme a pris son plat de riz, comme tout le monde. Elle ne se doutait pas qu'une belle surprise se trouvait dans son assiette... Elle a fini par avaler la bague. Sa famille a tout tenté pour l'aider à faire sortir la bague mais a fini par l'emmener aux urgences. RTL à qui l'on doit l'information révèle qu'elle a été prise en charge par les médecins, sans donner plus de détails sur ce qu'ils ont fait pour récupérer le bijou.

Au lendemain de la mémorable soirée, la jeune fille a retrouvé les siens avec la bague au doigt.

Dounia Le Monde

Édité par le Groupe de Presse « Matinée Internationale »

Récépissé N° 24 du 1er août 1998
BP: 30277

Email:
dlamatine1@gmail.com
Siège:
Agoè sur la route de contournement

20ème année

Directeur de Publication:
Joachim Kokou LOKO
Cél: 90 33 54 86
Rédacteur en chef:
Régis TALIKPETI
Cél: 90 88 11 65

Rédaction:
Jean-Jacques OMA-IRE
Jean H.
André BABA
Othniel Papasron
Jean Jacques Mawu

Imprimerie:
Direct Print

Comment ça va ?

Très bien: Bola Tinubu

Le nouveau président nigérian Bola Tinubu est en train d'affirmer le leadership du Nigeria. La preuve, il a déjà pris la tête de la CEDEAO, annonçant dans la foulée la mise sur pied d'une force sous-régionale pour faire face aux multiples agressions terroristes. Cette politique tranche avec celle de son prédécesseur Mouhamadou Buhari qui autre n'avait pas hésité à fermé les frontières avec ses voisins dans les premières heures de prise de pouvoir. Le Nigéria est la locomotive de la CEDEAO et son président se doit de prendre ses responsabilités, ce que fait donc merveilleusement Bola Tinubu son nouveau président. Mais seulement, il doit gérer le délicat cas du Niger. Toute sa crédibilité en dépend.



Bien: Faure Gnassingbé

Le N°1 togolais Faure Essozimna Gnassingbé a décidé de mettre la diplomatie togolaise au service de la paix. Après l'avoir réussi brillamment dans le dossier des 49 soldats ivoiriens, le voilà désormais dans le dossier soudanais. Il a réunis les protagonistes à Lomé les 23 et 24 juillet derniers pour tenter de les faire assoir autour d'une table les frères ennemis. Plusieurs puissances se sont déjà cassées les dents et le Togo veut visiblement faire mieux. Cette diplomatie agissante du Togo ne peut que faire sa grandeur. La preuve, il a réussi à arracher la protection des corridors humanitaires au Darfour, ce qui devrait sauver les nombreux réfugiés pris au piège dans les différents affrontements.



Mal: Kaïs Saïed

Ce président est définitivement un hors la loi. Kaïs Saïed, puisque c'est de lui qu'il s'agit a ordonné la déportation des africains à la peau noire dans le désert, plusieurs ayant été retrouvés morts dans le Sahara. Une inhumanité sans pareil qui mérite que la Cour pénal internationale s'auto saisissent. Et curieusement, aucune fameuse organisation de défense des droits de l'homme n'a pour le moment bougé le moindre petit doigt comme à l'accoutumée. Et dire que c'est le chef de l'Etat en personne qui cautionne cette barbarie. Aujourd'hui, la Tunisie devrait être exclue de toutes les instances de l'Union africaine (UA). C'est une première dans l'histoire de l'Afrique de voir un président ouvertement raciste. Tout avait commencé par des discours jetant à la vindicte populaire les Noirs. La suite fut un enchainement de haine, les migrants étant soit tués et au mieux des cas, jetés hors de leur logement ou déportés à la frontière de la Libye.



Examens de fin d'année

Les résultats de nouveau satisfaisants à l'issue des examens

Au Togo, l'année académique 2022-2023 s'est officiellement achevée il y a quelques jours, avec la proclamation des derniers

actions engagées par le gouvernement, au profit du secteur éducatif.

Au renforcement des infrastructures (dotation en



résultats aux examens. Au bilan, des performances à nouveau satisfaisantes à presque tous les niveaux, dans le sillage de celles enregistrées l'année écoulée.

On note ainsi des taux de réussite de près de 98% au CEPD, de 81% au BEPC, 78,5% au BAC 1, et de 79,43% au BAC 2.

Si "ce n'est pas le fruit du hasard", comme le soulignent les responsables des directions éducatives sur le territoire, ces résultats sont surtout tributaires des différentes réformes et

salles de classes et équipements), se sont notamment ajoutés des recrutements fréquents et ciblés, ainsi que des mesures sociales spécifiques : suspension de frais d'inscription, gratuité de la scolarité, entre autres.

Pour le gouvernement, l'ambition est de maintenir le cap, dans la mise en œuvre d'une politique éducative pragmatique, afin de doter le pays de ressources qualifiées.

republiquetogolaise.com

Fait divers

Société

Vie chère jusqu'au cimetière

La vie chère ne touche pas que les vivants à Lomé, même morts, les cadavres devront subir les affres de ce phénomène qui nous frappe de plein fouet.

Dans une note d'information en date du 17 juillet, à l'intention des usagers de la Mairie du Golfe1, le Maire Gomado Koamy Gbloekpo a procédé à une augmentation du prix de la tombe au cimetière de Bé-Kpota. Désormais il faut débourser la somme de 120 000 FCFA avant d'acheter une tombe pour enterrer dignement son parent défunt. Le Maire justifie cette augmentation par « le souci de sécuriser les tombes du cimetière » de Bé-Kpota, l'une des plus sollicité du Grand Lomé.

Cette décision est largement commentée sur les réseaux sociaux avec humour, teinté d'ironie pour dénoncer cette augmentation que beaucoup de Loméens n'arrivent pas à comprendre. « Nous devons maintenant nous diriger vers nos cimetières du village. Donc, faisons tout pour être

en bonne harmonie avec nos parents du village au moment où nous sommes encore en vie. Nous sommes avertis », conseille un internaute. « Ceux qui disent qu'ils vont mourir pour aller se reposer, sachez que la destination n'est plus gratuite », avertit un autre, et un autre de conclure sur un ton d'humour « s'il vous plaît, ne mourrez plus. Le prix de la tombe a augmenté à Lomé ».

Il faut rappeler que tout devient couteux à Lomé au point où la population a perdu son pouvoir d'achat. Avec l'augmentation du prix de la tombe qui risque de faire l'effet de contagion des autres cimetières du Grand Lomé, il devient impératif de réduire les dépenses liées aux obsèques, véritable équation à plusieurs inconnus pour les familles des illustres disparus à qui ces derniers veulent enterrer dignement. Il est clair que nous devons aimer les vivants plus ce que les morts pour qui la société fait des dépenses inutiles.

Tinos

L'ultimatum de la CEDEAO à la junte nigérienne prend fin dans 4 jours

Et après ?

● Privilégier plutôt la voie diplomatique

Les Chefs d'Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) sur le point de mettre en exécution les résolutions de Bissau sur les coups d'Etats dans la sous région. Réunis à Abuja le 30 juillet dernier, les chefs d'Etat avec à leur tête le Nigérian Bola Tinubu ont donné une semaine aux putschistes de Niamey pour rétablir la légalité constitutionnelle. Des menaces auxquelles le Mali et le Burkina ne souscrivent pas, se disant même prêts à s'engager militairement aux côtés ses nouvelles autorités nigériennes. La grande question aujourd'hui est de savoir si la Cédéao peut-elle attaquer militairement 3 pays ?, la question de l'avenir et de l'existence de l'organisation se pose à jamais. Reculer pour perdre définitivement la face ou d'engager avec les dangers et risques que cela comporte. Il y a de l'électricité dans l'air.

Frontières fermées avec effet immédiat et un recours à la force à l'expiration d'un ultimatum

notamment été prise le 30 juillet dernier lors du sommet à Abuja des chefs d'Etat de la Communauté

d'Etat dans la sous région.

Les menaces...

Les plans de la Cédéao ont été contrecarrés lundi dernier par la junte malienne. C'est son porte-parole et aussi ministre d'Etat en charge de l'Administration territoriale porte du gouvernement le Colonel Abdoulaye MAIGA qui a exposé la position du Mali et du Burkina-Faso. Les deux pays auxquels s'associe la Guinée ne comptent pas dans un premier temps appliquer les sanctions de la Ceadeao, sanctions qu'ils dénoncent ouvertement. Le Colonel Maiga, qualifie justement d'illégales, illégitimes et inhumaines les sanctions prises par l'organisation contre le Niger. Selon un communiqué conjoint des gouvernements de transition du Mali et du Burkina Faso « toute intervention militaire contre le Niger d'assimilerait à une déclaration de guerre contre le Burkina Faso et le Mali », une partie du communiqué que le Colonel Abdoulaye Maïga du Mali a répété 3 fois pour mettre en garde la Cédéao sur les risques d'un embras-



Le Gal. Tchiani,
le chef de la junte
du Niger

sement total de la communauté si elle mettait à exécution sa menace d'une intervention militaire.

Si la Guinée n'a pas été explicite sur son éventuel entrée en guerre contre la Cédéao si elle envoie une force militaire pour rétablir le président Mohamed Bazoum, par contre, la Guinée « souligne qu'une intervention militaire contre le Niger entraînerait de facto, à la dissolution de la Cédéao ». Avant de conclure « au moment où les jeunes populations de l'espace Cédéao vivent un drame humain en Tunisie et dans la Méditerranée, la préoccupation des dirigeants de la sous-région devrait être plutôt orientée vers les enjeux stratégiques, socio-économiques pour l'atteinte de leurs aspirations que de se pencher sur le sort des présidents déchus ».

Quel avenir pour la CEDÉAO ?

Il est certain que la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) traverse une zone de turbulence depuis la révolution des coups d'Etat

au Mali, puis en Guinée et enfin au Burkina. Le dilemme était alors d'appliquer les textes de l'organisation avec des sanctions contre les putschistes ou mettre en avant la diplomatie pour épargner les conséquences des sanctions aux populations. En plus de ce dilemme, s'ajoutent l'opinion des populations de la sous région qui trouvent ringarde l'organisation accusée à tort ou à raison de faire le jeu de la France. Aujourd'hui elle joue clairement sa survie avec la crise nigérienne. Bola Tinubu qui a pris les rênes de l'organisation va, soit engager les troupes de l'organisation avec le risque de créer un chaos supplémentaire dans le pays ou rester les bras croisés et voir l'organisation totalement décrédibilisée. Le Niger est le quatrième pays de la sous région à connaître ce changement inconstitutionnel de régime et pour les dirigeants des pays de la Cédéao réunis le 30 juillet 2023 à Abuja, il devenait urgent de stopper l'hémorragie.

Archange T. Faré



Le pdt Bola Tinubu du Nigéria

d'une semaine adressé au Général Tchiani au pouvoir à Niamey. Des menaces d'intervention, si elles sont mises en branle devraient débuter la semaine prochaine. Ces décisions ont

économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao). Ces menaces font suite à l'engagement du nouveau président de la communauté, Bola Tinubu de ne plus tolérer de coups

l'insurrection, complot contre l'Etat et « vole de téléphone portable »... Ainsi, pas moins de huit chefs d'accusations sont retenus contre l'opposant qui a déjà déclaré sa candidature pour la présidentielle de février 2024 au Sénégal.

« Chers compatriotes, je viens d'être injustement placé sous mandat de dépôt. J'ai toujours placé ma confiance en Dieu. Si le

peuple sénégalais, pour qui je me suis toujours battu, abdique et décide de me laisser entre les mains du régime de Macky Sall, je me soumettrai, comme toujours, à la volonté divine » a écrit l'opposant sur sa page facebook, tout juste après son inculpation par le doyen des juges d'instruction. Il a été ensuite placé en détention, à la prison de Sébikotane, à une



Pdt Macky Sall

quarantaine de kilomètres de Dakar.

Quelques heures plus tard, le parti Pastef fondé par Ousmane Sonko en 2014 a été dissout, selon un

communiqué du ministre sénégalais de l'Intérieur Antoine Diome qui reprend un décret du président

Suite à la page 4

Recensement et redécoupage électoral

La DMP s'accroche à ses revendications

Quelle ligne pour sa bataille politique après son départ de la DMK? La Dynamique pour la majorité du peuple (Dmp) a trouvé sa voie, revendiquer la reprise du recensement et le redécoupage électoral. Revendications qu'elle avait exprimées lors d'une récente conférence de presse et dans un récent courrier adressé au chef de l'Etat.

Ne parlez pas des législatives ou des régionales à la Dynamique pour la majorité du peuple sans les réformes exigées.

Une position affirmée par la Coordinatrice du mouvement Brigitte Adjamagbo Johnson et par ailleurs patronne de la Cdpa. Pour les transfuges de la Dynamique Mgr Kpodzro, il faut revoir la répartition des sièges de députés par préfecture, la répartition actuelle étant injuste selon le regroupement.

Toujours dans ses revendications, le mouvement fustige la décision du Cadre permanent de concertation qui a entériné le récent recensement électoral. Que

ce soit Gérard Adja ou sa Coordinatrice Adjamagbo Johnson, la reprise doit être totale dans la zone 1. Plusieurs togolais ont été laissés sur le carreau dans cette zone et personne ne devrait être laissé, dénoncent justement les responsables de la Dmp. Et dans cet ordre idée, le regroupement avait annoncé soutenir une togolaise qui a porté plainte contre l'Etat togolais auprès de la Cour de justice de la Cedeao.

Mais une question demeure, en cas de non satisfaction, la Dmp va-t-



Brigitte Adjamagbo Johnson, coordinatrice DMP

elle prendre part aux prochaines législatives ? Surtout lorsqu'on sait les partis faisant partie de ce regroupement avaient quitté la Dmk pour justement participer aux prochaines échéances électorales.

Fiacre

Cherté de la vie

Les stations d'essence grugent-elles les consommateurs togolais ?

Le pot-aux-roses a été découvert au Bénin. Les stations d'essence, du moins certaines particulièrement manipulent les compteurs, servant une quantité d'essence inférieure au prix du litre affiché. Et cette réalité est bien présente au Togo. Plusieurs témoins sont formels, les stations d'essence les volent.

Il suffit à cet effet de faire attention au kilométrage de son véhicule par rapport à la quantité du carburant ou au nombre de litres pour s'en rendre compte. Géné-



ralement, il est tout simplement rare que le kilométrage corresponde à la

quantité du carburant acheté.

De la nécessité de contrôles inopinés

Les services techniques doi-

vent prendre ce problème à bras le corps. Les Togolais sont déjà éprouvés par la vie chère, et les grands gagnants dans cette crise généralisée sont les exploitants des stations services qui tournent en plein régime. Outre donc des profits records, les propriétaires trouvent les moyens de voler les pauvres citoyens par des pratiques peu orthodoxes. Des contrôle inopinés et réguliers suivis de sanctions appropriées décourageraient plus d'un.

Angelo

Sénégal : Inculpation et dissolution du parti d'Ousmane Sonko

Macky Sall pousse le bouchon trop loin

Suite de la page 3

Macky Sall qui a officiellement dissout le parti de son opposant numéro du pouvoir. Le ministre justifie cette décision de dissolution par les appels « fréquents » de M. Sonko et à des « mouvements insurrectionnels » qui sont à l'origine selon lui, de nombreux morts en mars 2021 et en juin 2023. Des menaces dans l'entendement des autorités sénégaliennes qui constituent « un manquement permanent et sérieux aux obligations des partis politiques ». Une décision que rejette le parti Pastef, car selon sa cellule de communication, elle « n'obéit à aucune logique démocratique ».

Des violences...

A Dakar et à Ziguéchor, la



ville où Ousmane Sonko est maire, les supporteurs de ce dernier n'ont pas tardé à réagir. Malgré la coupure de l'internet des données mobiles pour « diffusion de messages haineux et subversifs relayés sur les réseaux sociaux », les

partisans de l'opposant ont investi les rues de Dakar et de Ziguéchor, affrontant les forces de l'ordre et dénonçant un complot pour écarter leur leader de l'élection présidentielle.

Des manifestants, jeunes pour la plupart, sont sortis

dans les rues de la capitale, brûlant des pneus et bloquant les routes. Des affrontements ont éclaté avec les forces de l'ordre. A Ziguéchor, ville du sud du pays et fief de l'opposant, deux personnes ont succombé à leurs blessures. De crainte que les manifestations dégénèrent, le gouvernement a prolongé l'interdiction de circulation des motos dans la région de Dakar.

Une crise inutile

Pourquoi avoir de nouveau fait monter la tension quant on sait que les violences similaires ont embrasé le pays en juin dernier après la condamnation de l'opposant à deux ans de prison pour « corruption » de la jeunesse ? Des chefs d'accusations comme « vole de téléphone portable » sont tout de même ridicules et relèvent certainement d'un artifice juridique. On n'a pas besoin de faire des études en

sciences juridique pour savoir que de tel chefs d'accusation relèvent d'un autre âge, d'un contorsion juridique dans le but d'empêcher l'opposant du prochain scrutin présidentiel, très attendu pour la succession du président sortant. Macky Sall pousse le bouchon un peu plus loin dans une sous-région ouest-africaine où déjà, les crises menacent l'existence les Etats. A-t-on besoin encore d'ouvrir une nouvelle crise à 7 mois de la fin de son mandat quant on a annoncé quelques semaines plutôt, qu'on ne briguera pas un troisième mandat ? Dans quel état, le président Macky Sall veut-il laisser son pays avant de quitter définitivement le fauteuil présidentiel ? Il est encore temps que les uns et les autres se ressaisissent afin d'éviter à ce pays de la Cédéao, une crise de plus avec des conséquences incalculables.

Joachim Loko

ECONOMIE

UEMOA /IHPC

Le taux d'inflation régional annuel est de 6,5% en juin 2023

L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) dans la zone de

differentes variations par ordre décroissant enregistrées sont de 8,9% en



l'Union économique ouest Africaine (UEMOA) en juin 2023 est de 121,5 soit une hausse de 1,1% par rapport à son niveau du mois précédent.

En rythme mensuel, l'évolution de l'indice régional émane essentiellement de l'évolution du niveau global des prix observé au Niger (1,9%) ; au Burkina Faso (1,6%) ; en Côte d'Ivoire (1,5%), en Guinée-Bissau (1,1%) ; au Sénégal (1,1%) ; au Togo (0,7%) et au Bénin (0,2%). Toutefois, une baisse mensuelle de 0,3% du niveau général des prix a été observée au Mali au cours de la période sous revue.

En juin 2023, le niveau de l'IHPC a enregistré une progression de 3,6% dans la zone UEMOA comparativement à son niveau de juin 2022. Sur cette même période, les

Guinée-Bissau, 7,5% au Sénégal, 6% au Togo ; 4,3% au Bénin 4,1% en Côte d'Ivoire, 2,2% au Mali ; 1,7 au Niger et -0,7 au Burkina Faso.

Hormis le Bénin, le Niger et le Togo, l'inflation en glissement annuel a baissé en juin 2023 par rapport à son niveau de mai 2023 dans les autres Etats de l'Union.

Quant au taux d'inflation moyenne annuelle de juin 2023, il est de 6,5% au niveau régional. En effet, dans les différents Etats de l'Union, par ordre décroissant, les taux d'inflation sont de 10,7% au Sénégal, 9,3% en Guinée-Bissau, 8,5% au Burkina-Faso, 7,5% au Mali, 6,8% au Togo, 5,3% en Côte d'Ivoire, 2,6% au Bénin et 2,3 au Niger.

Source : UEMOA

OTR

Les contrôles de paiement de la TPU ont débuté hier



Les contrôles de paiement de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) des transporteurs routiers ont débuté hier 1er août sur toute l'étendue du territoire national, lit-on dans un communiqué de l'Office togolais des recettes (OTR) en date du 18 juillet 2023.

Selon le communiqué signé du Commissaire général de l'OTR Philippe Kokou Tchodié, cette taxe

communément appelée « Trimestre » est perçue « au titre du deuxième trimestre 2023 » et son paiement se poursuit conformément « aux dispositions de l'article 57 du Livre des Procédures Fiscales ».

Le Commissaire général compte sur la collaboration et le civisme de tous les transporteurs pour le paiement de ladite taxe.

Tinos

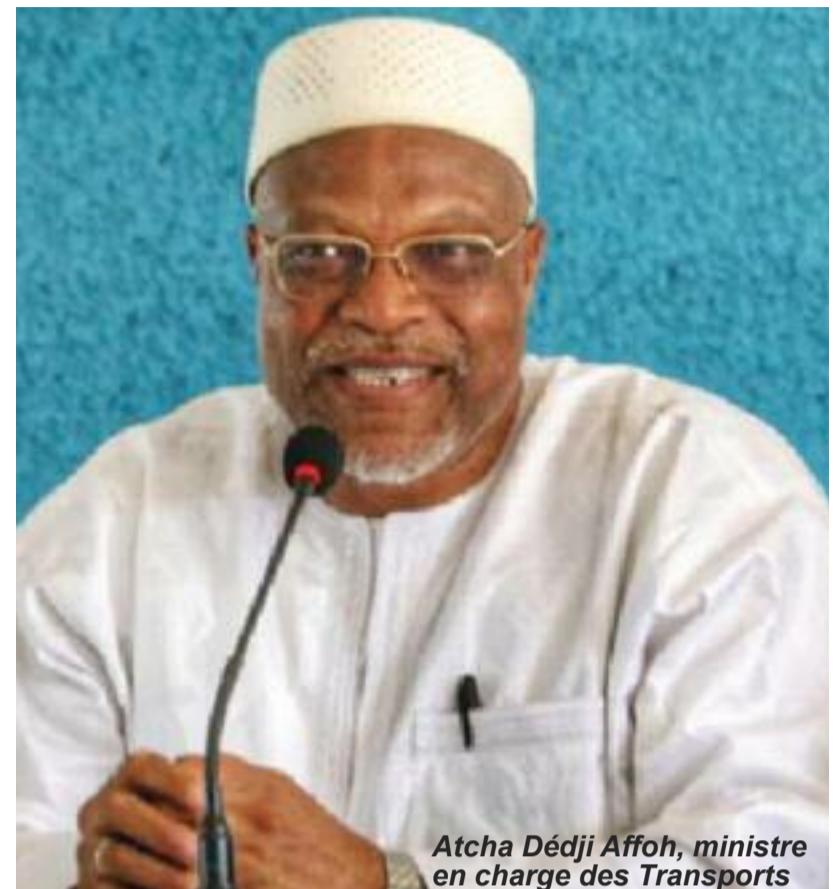
Verbalisations, fourrières, sensibilisation

La sécurité routière s'améliore

À près deux années particulièrement alarmantes (près de 1.500 morts et environ 15.000 accidents) sur les routes togolaises, les efforts d'amélioration de la sécurité routière commencent à porter leurs fruits, en témoignent les derniers chiffres publiés par le ministère de la Sécurité et de la Protection civile. Sur le terrain, les initiatives se multiplient, et les mesures s'intensifient. Contrôles et sanctions, sensibilisation grand public, déploiement de programmes éducatifs à l'endroit des élèves, plusieurs actions sont initiées par le ministère des transports.

Plus de 12 000 verbalisations en six mois

Durant le premier semestre de l'année, 12.275 usagers ont ainsi été verbalisés, à l'issue des contrôles rou-



Atcha Dédji Affoh, ministre en charge des Transports

rière de plus de 4.600 véhicules, parmi lesquels des camions (1.978), des bus et cars (21) ou encore des tricycles (256). Surtout, 452 camions de transport de marchandises ont été épinglez pour dépassement de gabarit, conformément aux engagements pris par le gouvernement.

Plus de 6.000 tests d'alcoolémie

Introduits depuis 2019, les tests d'alcoolémie se sont renforcés sur le territoire, afin de réduire les accidents liés à l'alcool sur les routes. Au cours des six premiers mois, 6.086 tests ont été réalisés par les agents de la sécurité routière, révélant 658 positifs.

Enfin, les sensibilisations, organisées dans le pays, ont permis de toucher non



Gal. Yark Damehame

seulement des transporteurs, conducteurs, usagers, mais également des acteurs du monde scolaire, dans des gares routières, écoles, églises, ou mosquées. Les thématiques, variées, ont été l'occasion d'entretenir les usagers de la route, notamment sur le code de la route, les causes des accidents, et la nécessité d'obtention du permis de conduire.

Des mesures supplémentaires annoncées

Face aux résultats déjà obtenus, le ministère des transports entend maintenir la pression. « Des mesures supplémentaires seront mises en œuvre pour renforcer la sécurité routière, notamment la promotion des technologies de sécurité avancées, le renforcement des capacités des forces de l'ordre pour les contrôles routiers », a d'ailleurs annoncé le département dirigé par Affoh.

Umoa-Titre

Le Togo a levé 36,9 milliards FCFA

Le Togo a bouclé jeudi 27 juillet dernier une nouvelle opération sur le marché financier régional. En quête de 35 milliards, le pays a réussi à collecter 36,9 milliards, a annoncé l'agence Umoa-Titre. L'opération, une émission simultanée d'obligations et de bons du Trésor, a recueilli selon le compte-rendu de l'adjudication, une vingtaine de soumissions pour un montant

global de 38,9 milliards FCFA. Mais le Trésor public, fidèle à sa stratégie de mobilisation, ne retiendra finalement que 36,9 milliards.

La nouvelle levée, destinée à assurer la couverture des besoins du budget de l'Etat, porte à 466 milliards FCFA le total de fonds mobilisés depuis le début de l'année. Soit, plus des 3/4 de la prévision annuelle estimée à 574 milliards.

Calafi Sarl apporte son expertise à l'extrême nord Cameroun



Lambert Nayanté,
pdg de Calafi Sarl

La société Calafi Sarl spécialisée dans le domaine agricole a apporté son expertise aux producteurs agricoles de la région de l'extrême nord du Cameroun. Son Président Directeur Général Lambert Nayanté était à Maroua du 4 au 8 juillet dernier où il a rencontré les producteurs agricoles de ce pays.

Cette visite de travail de M. Lambert Nayanté dans la région de l'extrême nord du

Cameroun vise à apporter l'expertise de sa société au bénéfice de cette région éminemment agricole mais qui est confrontée à des problèmes de fourniture des intrants agricoles, de l'organisation des agriculteurs, de la mécanisation agricole.

Durant les 4 jours, l'expert togolais a rencontré les coopératives agricoles de soja, d'arachide, de mil, de maïs et du riz. Il a mis son expérience au service de ses in-

terlocuteurs dans le but d'accroître la productivité dans cette région confrontée à de la sécheresse. Il s'est

agit de montrer le type de semences et des techniques agricoles appropriées pour plus de rentabilité.

Plusieurs visites de terrains ont permis de toucher du doigt, certaines infrastructures dont dispose la région. Il s'agit de la visite à Yagoua où le barrage de Maga a été construit dans le but d'irriguer par gradation une unité de production de riz de 6000 ha. Il a profité de l'occasion pour échanger avec les producteurs de riz prady. Au cours des discussions, M. Nayanté a pris connaissance des problèmes auxquels ces producteurs de riz sont

mesurer l'ampleur des problèmes. Selon lui, le développement de la riziculture dans l'Extrême-Nord ne nécessite pas seulement que des investissements importants, mais également l'organisation d'un nouveau système de production acceptable par les producteurs, ainsi que la mise en place d'une filière commerciale plus ou moins protégée pour assurer des débouchés à la production. Ces différents impératifs sont nécessaire pour l'évolution de la riziculture dans la région ont été touchés du doigt par le PDG de Calafi Sarl afin de booster



Visite de terrain

la production rizicole dans l'extrême nord du Cameroun.

Tinos

ALERTE ARNAQUE

Évitez d'envoyer de l'argent par Tmoney ou Flooz

Aucun paiement ne se fait à la DCCFE par Tmoney ou Flooz. Les paiements pour l'obtention du titre foncier se font uniquement dans les agences des banques partenaires et sur les bornes électroniques installées au siège de l'OTR et à la DCCFE.

8280

Signalez toute tentative d'escroquerie
en appelant le numéro vert

Le prix du bidon d'huile de 25l monte à 24.000 F



A 23.300 F.CFA il y a quelques semaines, le prix du bidon de 25l dans les magasins du grand marché de Lomé passe à 24.000 F.CFA.

Une légère augmentation est notée sur le litre qui passe de 1500F.CFA à 1600 F.CFA.

Pour ce qui est des autres denrées sur le marché, les prix restent inchangés.

Le prix affiché du bol (2,5kg) de maïs est de 800F.CFA cédé à 750F.CFA après quelques légères négociations. Le bol de gari par contre, c'est à 1200f

sans aucune possibilité de rabais.

Le bol de tapioca à 1800f, le bol d'haricot passe de 1800f à 2000 F.CFA, le bol du sorgho à 1300 F.CFA, le riz simple (25kg) à 17500f et le 5kg à 3500f.

Le prix du carton de lait Peack est à 21 000 F.CFA et l'unité à 450f, le carton de spaghetti à 6500 F.CFA. Le carton de la tomate en boîte est à 12500f. Le litre de l'huile de palme est à 1800f négociable à 1700f. La viande de bœuf (sans os) à 3000 F.CFA et (avec os) à 2500 F.CFA.

Gestion de projets

- Mise en place de projets agricoles
- Élaboration de plans d'affaires
- Rédaction de dossier de projets subis à des associations à projets
- Rédaction de rapports de justification et de subventions
- Rédaction d'offres pour des consultations ou prestations de services

Investissements

- Consultations pour élaboration des investissements agricoles
- Élaboration de projets d'investissements agricoles

Recherche de marchés

Recherche de marchés pour les produits et équipements agricoles

Etudes

- Etudes techniques-commerciales
- Etudes pour petits projets industriels
- Etude de marchés
- Etude de faisabilité de projets agro-industriel

Nous contacter :

Tel: +228 92 96 88 03
+228 98 24 30 43
16BP30 Lomé-Togo
e-mail: agridigitale@gmail.com

« Nous prenons en charge votre épanouissement ... parce que vous comptez pour nous! »

A la découverte de la Ferme-école à Assahoun

A Assanhou (plus de 50km de Lomé), dans la préfecture de l'Avé au Togo, l'ONG Soutien pour le Développement Durable (SDD) dispose d'une ferme -école qui attire visiteurs et simples curieux.



La ferme accueille des stagiaires et des volontaires en leur offrant une formation technique pour la vulgarisation des pratiques agricoles.

SDD collabore avec 20 coopératives agricoles et près de 400 agriculteurs de la préfecture de l'Avé. Dans ce milieu, les cultures prioritaires sont l'arachide, le maïs, le manioc et l'igname.

Le soja est également en train d'être progressivement intégré afin de nourrir les sols en azote, contribuant ainsi à une agriculture plus durable.

"Cela fait déjà trois ans que nous suivons techniquement les producteurs agricoles, et nous sommes très fiers de constater qu'ils ont maîtrisé les outils que nous leur avons enseignés", se réjouit Laurent Dakey, responsable de l'ONG SDD au Togo.

L'ONG SDD ambitionne d'obtenir davantage de ressources pour accompagner encore mieux les producteurs agricoles, au-delà de la préfecture de l'Avé. "Notre souhait, c'est que tous les producteurs agricoles

puissent profiter de leur travail afin de vivre aisément", lance-t-il avec détermination.

Outre l'accompagnement des producteurs, l'organisation apporte une aide précieuse à la population de l'Avé en encourageant la plantation d'arbres dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Grâce à son action soutenue dans le domaine de l'environnement et de l'agriculture, l'ONG SDD incarne un espoir concret pour l'amélioration des conditions de vie des agriculteurs et la préservation de l'écosystème local.

"Nous intervenons dans le domaine de l'environnement et de l'agriculture. Nous encadrons les producteurs agricoles et les groupements afin de leur garantir une meilleure productivité", résume Laurent Dakey.

Agbalegnon Komla a foi à l'agriculture

Avec une récolte assez modeste la saison dernière en raison de la rareté de la pluie, AgbalegnonKomla met tous ses espoirs dans la nouvelle campagne agricole qui d'après lui, se montre prometteuse avec des pluies régulières.

Agriculteur passionné et déterminé, il est connu dans son village Hekpé (à plus 50 km de Lomé, préfecture de l'Avé) pour son amour pour l'agriculture.

Né de famille agricultrice, il a suivi les traces de ses modèles en embrassant le métier de la terre. Cependant, il a rapidement compris que pour réussir, il devait se tourner vers des cultures plus adaptées aux conditions locales et à la demande du marché. La culture de soja en est une.

"Depuis que nous avons été

2022-2023 a été particulièrement difficile pour les producteurs de Hekpé.

La rareté des pluies a entraîné une diminution significative des récoltes, mettant à l'épreuve la résilience de Komla et sa capacité à subvenir aux besoins de sa famille.

Malgré une récolte pas au rendez-vous, les producteurs de l'Avé ont aussi eu du mal à écouter leurs produits. Cette fois-ci, la saison s'annonce plus prometteuse



formé sur les itinéraires de production du soja, nous savons désormais quand et comment semer, fertiliser, gérer les mauvaises herbes et protéger les plantes des maladies pour obtenir les meilleurs résultats", confie AgbalegnonKomla, président de la coopérative Dékawowo basé à Hekpé dans la préfecture de l'Avé. Selon lui, la saison agricole

pour Komla et sa communauté agricole.

Les pluies régulières ont suscité un nouvel optimisme parmi les agriculteurs. Les producteurs espèrent avoir une bonne récolte à la fin de la saison et avoir des débouchés pour commercialiser leurs différents produits (arachide, soja, haricot, maïs, le manioc etc.).

Source: agridigital.net

LA ROUTE, MA VIE



Pour ma **sécurité** et celle des usagers de la route, je contribue à l'entretien du réseau routier : je paie ma **Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM)**. La TVM est une taxe annuelle. Elle est payée au plus tard le 31 mars de chaque année.

Un réseau routier en bon état prolonge la durée de vie de mon engin.



FEDERER POUR BATIR
f a t w www.otr.tg